

COMPTE-RENDU

Assemblée Générale
CONVERGENCES 72

29 novembre 2024
Au Plongeoir - LE MANS

SOMMAIRE DU COMPTE-RENDU

PAGE 3 :

- Accueil et mot d'accueil du Plongeur

PAGE 3 :

- Prise de paroles de 4 élu.e.s présent.e.s

PAGE 5 :

- Rappel de l'ordre du jour de l'assemblée générale du 29 novembre, rappel de la méthode de travail et du cadre de la lutte.

PAGE 6 :

- Rétrospective des annonces de la Région ET point sur les retombées dans les médias et sur les actions de mobilisation à l'échelle régionale et nationale dans la période du 25 novembre au 29 novembre 2024.

PAGE 9 :

- Point structuration et pilotage de la lutte.

PAGE 11 :

- Retour des différents groupes de travail

PAGE 19 :

- Discussion et vote des revendications du groupe de lutte en Sarthe

PAGE 20 :

- Discussion et vote du nom de groupe de lutte en Sarthe

PAGE 20 :

- Organisation du 5 décembre

Début de la séance : 19H00.

CETTE ASSEMBLÉE GÉNÉRALE A ÉTÉ ENREGISTRÉE POUR LES BESOIN DU COMITÉ DE PILOTAGE. L'ENREGISTREMENT NE SERA NI PARTAGÉ, NI DIFFUSÉ. LES PARTICIPANT.ES À CETTE AG ONT EU L'INFORMATION EN DÉBUT DE SÉANCE.

NOMBRE DE PARTICIPANT.E.S À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE : plus de 300 personnes.

**ADRESSE À PARTAGER
AFIN D'AVOIR LES INFOS ET DE REJOINDRE LA LUTTE**

contact@convergences72.fr

Accueil et mot d'accueil du Plongeur

- Prise de parole Rémy Le Guillerm : président du Plongeur.

Nous avons le pouvoir de transformer les choses. L'espoir fait tenir les choses essentielles de la société. On va se battre. On va tenir le coup

- Prise de parole de Richard Fournier : Directeur du Plongeur

Rappel : Les coupes budgétaires annoncées et la lutte engagée ne concernent pas seulement le milieu culturel.

Prise de paroles de 4 élu.e.s présent.e.s

- Madame Véronique RIVRON :

**Conseiller(ère) départemental(e) du canton de LE MANS-3 - 1ère Vice-présidente
Présidente, COMMISSION VIE ASSOCIATIVE, CULTURE, SPORT, TOURISME ET PATRIMOINE**

Citation de Churchill, "si c'est pas pour la culture pourquoi nous battons nous alors ?"-
Contexte Seconde Guerre Mondiale.

Un schéma sur le spectacle vivant a été fait par le Département avec des chiffres explicites :

Il dépeint dans les grandes lignes les financements du Département :

- 1 million d'euro pour l'artistique en général (cours de pratique artistique compris)
- 63 compagnies aidées
- 70 % du budget va à la Solidarité

Le Conseil Départemental de la Sarthe va faire des économies en travaillant avec les structures impactées, la porte restera ouverte pour des discussions.

Ont été rappelés les derniers épisodes de coupes budgétaires de la part du Conseil Départemental et le travail qui avait déjà été fait entre le CD et les structures.

Madame Rivron rappelle que les coupes sont aussi très importantes pour le sport, le handicap...

Ce que je veux c'est qu'on construise ensemble dans la Sarthe.

- Madame Eve SANS :

Maire d'Arnage.

Nous avons fait une belle salle de spectacle pour toutes les communes limitrophes au Mans. Notre souhait : accompagner le milieu de la Culture et maintenir le plus possible la culture sur la commune.

Maintenir et accompagner la Mission Locale.

On ne comprend pas la décision de coupes budgétaires mais on va se battre

- Christophe ROUILLON :

Christophe Rouillon, Maire de Coulaines, Conseiller départemental de la Sarthe, 2e Vice-président de Le Mans Métropole délégué aux finances et fonds européens, Vice-président de l'Association des Maires de France chargé de l'Europe, membre du Comité des régions et des villes de l'Union Européenne, Président de l'Union des élus socialistes d'Europe (PES local) et Président du groupe Socialistes et Démocrates du Comité européen des Régions.

La Ville de Coulaines a toujours fait confiance aux artistes et vu la culture comme un facteur d'émancipation.

M. Rouillon exprime la sidération devant la décision unilatérale de la Région / Décision disproportionnée,

Il rappelle que l'excédent de la région sur l'année 2023 est confortable = Pas de justification d'une coupe si importante. Les coupes annoncées vont engendrer une perte de 7 milliards d'euros de chiffre d'affaire en Région (Ex cités : Festival de Mamers, les Folles Journées).

A fait remarquer que Madame Morançais avait annoncé une aide aux victimes de violences récemment AVANT DE FINALEMENT annoncer la coupure des crédits le 25 novembre : la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes.

La Mission Locale sur la ville de Coulaines accompagne 300 jeunes.

- Alexis BRAUD :

Adjoint culture et vie associative à Allonnes.

A Allonnes on héberge beaucoup de résidences d'artistes, on a aussi beaucoup de sport (Cross ouest France) et on il y a une importante implication de la Mission Locale.

La décision de C. Morançais s'ajoute aux autres difficultés des communes (cotisations retraites...), les communes sont au bout d'une chaîne et ne pourront compenser les coupes budgétaires de la Région.

- Mickaël Guillard :

Adjoint au maire du Mans en charge de la jeunesse, de la vie étudiante et culturelle.

Excuse M. Le Foll de son absence ce 29 novembre.

Rappel des engagements du Maire : On ne touchera pas aux subventions dans tous les domaines. On va trouver les économies ailleurs.

Coupes budgétaires pour la Mission Locale : Catastrophe / Incompréhensible.

Madame Morançais dit vouloir se recentrer sur les missions de la Région (ex : transports) alors que dans le même temps elle supprime une subvention concernant la nouvelle ligne de Bus Chronoline au Mans.

Nouvelle annonce de coupes budgétaires de la Région : Les lycées vont aussi être impactés sur le volet sorties scolaires.

Les coupes budgétaires annoncées pour la commission 7 ne suffiront pas pour atteindre ses objectifs donc elle va taper dans d'autres domaines.

Ses infos sont perlées, Culture, sport, asso, aides aux victimes, environnement... Et ça risque de continuer.

On va essayer de la faire reculer par tous les moyens

Rappel de l'ordre du jour de l'assemblée générale du 29 novembre, rappel de la méthode de travail et du cadre de la lutte.

- Rappel du cadre de l'AG et de la lutte
 - Cette AG se tient dans la continuité du rassemblement de citoyen.ne.s ayant eu lieu le Vendredi 22 Novembre à La MJC Ronceray suite aux annonces des coupes budgétaires de la présidente de la région Pays de la Loire dans différents domaines (social, éducation, sport, culture)
 - La réunion du jour est enregistrée et un compte-rendu écrit sera envoyé le réseau Convergences 72
 - Rappel : Tout le monde peut s'inscrire au Framagroupe / Convergences 72 afin d'avoir les infos et de les partager. Pour s'inscrire voir le préambule de compte-rendu.

- Rappel de l'ODJ :

- Compte rendu de l'état de la situation (nouvelles annonces) - Rétrospective de la semaine.
 - Structuration (Questionner le budget pour les outils)
 - Compte rendu de chaque groupe de travail
 - Discussion et vote de nos revendications
 - Discussion et vote du nom de notre groupe de lutte
 - Calendrier de la lutte / Organisation du cortège du 5 décembre
 - Temps d'échange ouvert à tou.te.s
- Rappel de quelques règles concernant les prises de parole à l'AG :
- On se présente et on essaie d'être brefs dans les prises de paroles
 - Parler de manière inclusive
 - Avant l'AG chaque référent·e·s de groupe prépare une prise de parole et des résolutions à faire voter.

Rétrospective des annonces de la Région ET point sur les retombées dans les médias et sur les actions de mobilisation à l'échelle régionale et nationale dans la période du 25 novembre au 29 novembre 2024 (dans l'ordre chronologique).

- Laurent Manoury :

Coordinateur de Cultures du Coeur Pays de la Loire

Représentant du Pôle régional du Patrimoine au CESER des Pays de la Loire

- Depuis l'AG du 22 novembre 2024 :

- 5 groupes de travail ont été constitués
- La mobilisation de Nantes lundi 25 novembre : 4000 personnes présentes
- Autre manif à Angers dans la semaine
- Au PCC de Nantes : AG 350 personnes (ils proposent un report du vote du 19 décembre)
- Vous pouvez intégrer la boucle Telegram (lien ???) pour piocher des outils et infos ...
- La lutte commence à s'agréger d'acteurs de domaines divers.

- Rétrospective réalisée par L. Manoury :

1/ LUNDI 25 NOVEMBRE :

matin : manifestation à Nantes

Après midi : appel des représentants du Ceser et têtes de réseau associatifs par Guillaume Garot, député et chef de groupe opposition Printemps des pays de la Loire

> demande de report signé par 120 maires

Pour info, un député horizon de Mayenne demandé de la concertation

2/ MARDI 26 NOVEMBRE :

AG de Laval

Appel des Lieux

En préparation une étude d'impact.

3/ JEUDI 28 NOVEMBRE :

DRAJES rencontres sur la vie associative :

88000 associations 10000 employeuses - 10% de l'emploi salarié en région PDLL

Lieux de créativité, d'innovation et d'engagement

Soutien aux missions de service public (santé, sport, la culture, la solidarité ,...)

Moyenne 20% de subventions publiques

Impacts plan budget national

La synthèse est en cours de constitution, a minima vous pouvez parler des différents secteurs autres que la Culture :

- sport : (plus d'évènement soutenus), -50% aux ligues, fin des bourses haut niveau.

- prévention violence, droits des femme, égalité F/H, (-150k€ CRIDFF, planning familial -100%,...)

- insertion des jeunes (-3millions pour les missions locales)

- éducation : fin de nombreux dispositifs d'actions scolaire (QPV, zones rurales, actions artistiques ou sportives), soutien scolaire ...

- Environnement coupe des aides aux association de prévention et de soutien à la rénovation énergétique ...

- santé/social (fin des aides pour la fédération des acteurs de la solidarité, l'uriopss, et de nombreux réseaux ...).

- fin de aides aux réseaux d'artisans (chambres de l'artisanat,...) Chambre régionale des métiers d'art -600000€

Chambre agriculture : -300000€

Éducation populaire déjà coupés depuis 2017

Au global c'est l'abandon politique de milliers d'acteurs associatifs qui remplissent des missions d'intérêt général de terrain avec la destruction immédiate de plus de 4000 emplois,

Et un impact social énorme sur tout ce qui fait le lien social en particuliers pour les publics les plus fragiles.

4/ VENDREDI 29 NOVEMBRE :

Pôle patrimoine

Les six 6 pôles -50% -100%

25 salariés

L'enquête 740 réponses sur la région en une semaine : 1700 emplois

Résultats étude d'impact :

1. Budget de fonctionnement culture 2024

- Budget initial : 24,24 millions d'euros
- Réduction de 73% : 17,69 millions d'euros de coupes
- Budget résiduel : 6,55 millions d'euros

2. Impact économique détaillé

a) Structures culturelles impactées

- Nombre de structures concernées : environ 400-500
- Subventions moyennes par structure : 48 500 €
- Réduction moyenne par structure : 35 405 €

b) Retombées économiques

- Chiffre d'affaires culturel potentiellement affecté : 200-250 millions €
- Impact direct estimé :
 - * Baisse probable de l'activité : 35-45%
 - * Perte économique : 70-110 millions d'euros

3. Conséquences fiscales révisées

- TVA potentielle : 0,5-1,5 million d'euros (au lieu de 3-4,5 millions)
- Taxes sur les spectacles
- Cotisations sociales non perçues : estimées à 4-6 millions d'euros
- Impôts sur les sociétés pour structures commerciales : 1-2 millions d'euros

4. Impacts sur l'emploi

- Emplois culturels directement menacés : 4 000-5 000
- Estimations des suppressions : 25-35% soit 1 000-1 750 emplois
- Coût social du chômage : environ 20-35 millions d'euros

5. Analyse comparative

- Économie recherchée : 17,69 millions €
- Pertes économiques estimées : 80-140 millions €
- Ratio coût/bénéfice : défavorable (4,5 à 8 fois plus coûteux)

Analyse qualitative :

- Risque de fermeture de petites structures culturelles
- Fragilisation de l'écosystème culturel régional
- Réduction significative de l'offre culturelle
- Impact négatif sur l'attractivité territoriale

Structure des pertes :

- Perte économique directe : 70-110 millions €
- Pertes fiscales et sociales : 5-9 millions €
- Coût social (chômage, etc.) : 20-35 millions €

Conclusion de l'étude :

La réduction de 73% du budget de fonctionnement culturel demeure économiquement **contre-productive**. Les pertes potentielles continuent de dépasser substantiellement les économies recherchées.

Recommandations :

- Envisager des réductions graduelles et ciblées
 - Développer des mécanismes de financement alternatifs
 - Réaliser une étude d'impact détaillée
 - Privilégier l'optimisation plutôt que la réduction drastique
-

Point structuration et pilotage de la lutte.

- Annie Hamelin :

A / L'organisation générale

- Organisation rapide suite à la semaine dernière à Ronceray, c'est bien, on se revoit à présent toutes les semaines DANS DIFFÉRENTS RDV:
 - 1 / les réunions de copilotage des AG (les mercredis)
 - 2 / lors des AG chaque vendredi
 - 3 / lors des travaux en groupe.
- Si possible, on demande à des représentant.e.s de chaque groupe de venir aux réunions de copilotage les mercredis.
- Lors des AG chaque groupe dispose d'un temps (10 min) pour faire le récapitulatif de ces avancées et soumettre des propositions au vote.

RAPPEL : CES DIFFÉRENTS RDV SONT OUVERT A TOUT LE MONDE / N'HÉSITÉS PAS À VOUS RAPPROCHER DES ACT.RICE.EUR.S QUE VOUS CONNAISSEZ OU VIA LES RÉSEAUX SOCIAUX POUR PARTICIPER À CES DIFFÉRENTS RDV.

CES RDV NE SONT PAS EXCLUSIVEMENT RÉSERVÉS AU MILIEU DE LA CULTURE.

B/ Les votes et décisions en AG.

Lors des AG, les décisions seront votées à mains levées par les personnes présentes.

SERONT SOUMIS AU VOTE LORS DE CETTE AG :

- LES REVENDICATIONS DU GROUPE DE LUTTE
- LE NOM DU GROUPE DE LUTTE EN SARTHE

C / Question ouverte à l'assemblée :

- Question ouverte - Quels moyens financiers on a pour la lutte ?

Cette question n'a pas trouvé de réponse ce 29 novembre.

/// OBSERVATIONS SUR CE POINT :

- Rappel de Richard concernant le choix du nom de groupe: La presse nationale parle déjà de Cultures en luttés en Pays de la Loire.
- Thégonnec propose de faire le vote après le récapitulatif du groupe Convergences des luttés.
- Bertrand propose que chaque groupe n'attende pas la validation en AG pour mettre en place des actions simples (tractage, impressions d'affiche, aller dans les médias, aller rencontrer tel ou tel élu...)
- Rappel de Julien concernant le frama :
 - Ne pas répondre à l'adresse frama pour des accusés de réceptions...
 - Proposition pour les groupes de lutte moins structurés : aller le voir pour mettre un frama en place.
 - Il y a aussi à disposition un Drive 15 GO et un site internet.

Retour des différents groupes de travail

- ● Groupe sensibilisation public :

Katia Grange : comédienne / Daisy : musicienne / Liliane : marionnettiste / Delphine comédienne.

- On a écouté les personnes rencontrées pour écrire un texte à diffuser au maximum :

LECTURE DU TEXTE (LE TEXTE CORRIGE ET À JOUR EST EN ANNEXE DE CE CR) :

L'inacceptable cadeau de fin d'année

Mesdames, Messieurs, voisin.e.s, citoyen.ne.s,

D'énormes coupes dans le prochain budget régional (s'élevant à 100 millions d'euros - soit 70 à 100% de baisse - alors que le gouvernement préconise la somme **déjà conséquente de 40 millions d'euros**) sont annoncées par sa présidente, Madame Christelle Morançais, concernant

- les associations sportives
- les associations de solidarité, de lutte contre la grande précarité
- les Missions Locales
- les Plannings Familiaux
- l'égalité femmes-hommes
- la culture

...

Madame Morançais justifie cette démarche notamment en questionnant à propos du secteur culturel la pérennité d'un système "qui, pour exister, est à ce point dépendant de l'argent public".

Pour la culture comme pour les autres domaines menacés, ces baisses drastiques bafouent les valeurs fondatrices de notre modèle républicain et démocratique.

D'autres secteurs reçoivent des financements publics. Les secteurs associatif, social, culturel ne sont-ils pas tout aussi nécessaires?

Devrions-nous regretter que l'argent public permette aux enfants de faire du sport dans un cadre extra-scolaire ?

Devrions-nous regretter que l'argent public permette à un.e jeune d'être accompagné.e dans son insertion professionnelle ?

Devrions-nous regretter que l'argent public offre aux aînés la possibilité d'entretenir un lien social?

Devrions-nous regretter que l'argent public puisse servir à développer l'entraide et la solidarité, la lutte contre les violences faites aux femmes et la défense de l'égalité des femmes et des hommes? Les valeurs de fraternité, de sororité, d'égalité ne sont-elles pas des valeurs communes à préserver et entretenir?

Devrions-nous regretter que l'argent public offre à tous l'accessibilité à l'art, aux spectacles, musées... ?

Tout cela est mis en péril par les coupes annoncées.

Le sport entretient nos corps,
la culture nourrit nos esprits,
la vie associative soutient nos territoires
et l'engagement citoyen renforce notre démocratie.

Ces domaines participent à la transmission des valeurs de solidarité et de partage.
Ils sont les leviers d'une économie diversifiée, ancrée sur les territoires et génératrice d'emplois locaux non délocalisables.

Ce qui n'est pas financé aujourd'hui coûtera bien plus cher demain, sous forme d'isolement,
d'inégalités accrues,
et de perte de cohésion sociale.

La Région doit respecter ses responsabilités publiques et renouveler son engagement pour le bien commun.

La vitalité associative, l'engagement citoyen, les droits culturels
ne sont pas des options.
Ce sont des nécessités pour bâtir un avenir désirable, solidaire et juste.

En Sarthe, des représentant.e.s d'associations, compagnies, structures culturelles, paysan.ne.s, enseignant.e.s, animateurs de Missions Locales, élu.e.s, citoyen.ne.s, se mobilisent.
Iels vous invitent à les rejoindre au sein du Collectif "Convergences72" pour exiger :

- un audit
- un report du vote prévu le 19 décembre 2024, pour concertation.

Mobilisons-nous pour préserver ce qui nous unit : contact@convergences72.fr
AG les vendredi à 19h. Lieux tournants.

Ne pas jeter sur la voie publique.

Annotations :

+dessin ballon de Simon devrait accompagner le texte.
+En attendant une pétition plus large, vous pouvez signer celle déjà existante de "Culture en lutte"
+Source ayant aidé à l'écriture du texte : un texte de l'UFISC (Union Fédérale d'Intervention des Structures Culturelles), adressé à Madame Morançais.

Retours et discussion concernant le texte :

- On est allé voir des gens de tous les domaines concernés et d'autres citoyen.ne.s pour les interroger. PUIS ON A ÉCRIT UN TEXTE POUR SENSIBILISER LE PLUS POSSIBLE (à partager via tous les supports possible)
- On a conscience que trouver le texte parfait serait difficile à atteindre.
- Source pour écrire :
- Débat dans le groupe de travail : la nécessité de l'argent public dans nos secteurs est-ce qu'il faut le mettre en avant ?
- On a choisi le mot Financement plutôt que Aides pour marquer que le secteur n'est pas dépendant de l'argent public.
- Est-ce qu'on doit citer les autres secteurs qui touchent de l'argent public ? Se pose la question de qui est légitime pour toucher de l'argent public ? Dans les rencontres : mises en oppositions des secteurs...
- Proposition : ajouter un dessin au texte (Dessin de Steve Belliard) / Proposition faite d'un autre dessin - le groupe va se pencher sur le sujet rapidement*.
- Question du groupe : Doit-on lancer une pétition pour les autres domaines que la culture ?
- Sur le sujet : comment va être reçu le texte ? Le retour est que les gens sont inquiets par rapport à la dette...
- Rachel propose : texte à lire dans les lieux pour faire passer le message sans être long ou confus...
- Ce texte a été écrit pour élargir la lutte à tous les domaines.

Modifications dans le texte suggérées par l'assemblée :

- Déborah (circassienne) : Valide le texte, bonne forme, bonnes questions
- *Une personne : Le visuel de Steve, pas optimum, autre dessin proposé
- Laetitia (théâtre éducation) : Si l'idée est de lire le tract à la maison puisque reçu dans les boîtes aux lettres il faudrait faire plus synthétique
- Hélène (asso jongleurs de feu) : D'accord avec l'idée « les économies d'aujourd'hui coûteront plus cher demain »
- Yann de la MJC : propose un autre titre et de garder le titre actuel en sous-titre. Invite les participants à aller à la MJC Mercredi 4 décembre pour un temps supplémentaire pour faire des impressions des visuels, tracts etc...
- Nathalie ligue de l'enseignement : Très bien de mettre en avant les valorisations. Ne pas nommer d'entreprises est MAIS ne pas nommer non plus de secteurs qui pourraient nous soutenir sauf si on les met en opposition à nos financements.
- ● Groupe communication média :
- Jérémy : Le récap va être bref parce qu'on a pas de rédacteur dans le groupe. Mais on a des idées qui nécessitent de la rédaction.

A / Dans le groupe 3 pers de radios associatives (dont ALPA) proposent un tour de table (dans une émission) sur l'idée de la convergence et d'une approche territoriale (rural, urbain). Ils vont faire un appel à témoignages pour faire ce tour de table. Le but est de faire 1 émission diffusée sur toutes les antennes.

B / Initiative du Plongeur et Cité du film: Réalisation portraits de citoyen.ne.s ce week-end afin de conclure la phrase (« pour moi la culture, le sport, l'égalité femmes, hommes, c'est ... ») / également réalisation d'une vidéo de 15 minutes. Action sur seulement 3 jours / Cette initiative peut être reprise partout à l'échelle régionale.

C / A la cité du film, réalisation de capsules vidéos.

Les questions posées dans le groupe :

- Comment communiquer ? Quel nom ? On entre dans un réseau régional ? (Canal en Sarthe ou au service du canal régional ?)
- Heimana, Artiste : Propose de faire du lien et de poser des questions aux citoyen.ne.s via les réseaux (avec CANVA : réalisation de post pré-faits à modifier et partager facilement). Mettre en avant les noms des structures (en danger) directement pour que les gens les reconnaissent et s'identifient à travers les conséquences des coupes budgétaires.

GROSSE DIFFICULTÉ REMARQUÉE : on a du mal à faire communiquer les groupes de travail entre eux, dans l'intervalle entre deux AG, pour avancer entre chacun de nos rendez-vous.

- ● Groupe relation aux élus :

Rozenn : comédienne : Lettre a été écrite par les élu.e.s de l'opposition a été envoyée à tous les élu.e.s / On attend de voir comment ils vont recevoir la lettre. Si des élu.e.s ont la lettre, qu'ils nous la partagent.

Le groupe rappelle qu'il veut créer du dialogue et du concret avec les élus.

- Notes de Rozenn qui synthétise le travail du groupe :

Une lettre a été adressée à Dati par Elise Leboucher (copie envoyée).

Base du travail :

Construction d'un argumentaire en direction des élu.es

- Du Conseil régional
- Des élu.es locaux

Comment ouvrir le dialogue avec les élu.e.s et aller les rencontrer pour échanger sur les répercussions concrètes de ces décisions prises sans aucunes concertations. Ces répercussions sur les territoires sont immenses, et dans des domaines très différents.

- o *L'agriculture est aussi très impactée ne pas l'oublier ! rassemblement à 11H demain (30 novembre) à Angers*
- o *Associations de lutte contre les Violences faites aux femmes et aux enfants Planning Familial, CIDFF, Solidarité femmes 72*
Ces associations assurent une partie des obligations de préventions : lutter contre les violences, accompagner les victimes, répondre aux inégalités d'accès à la santé, informer sur les MST, l'éducation au consentement, prévention du harcèlement etc... Sans oublier les associations qui aident les handicapés.
- o *Comment les collectivités vont-elles pouvoir pallier ces manques ?*

Mission locale

Combien de jeunes laissés de côté, combien de postes supprimés ? le retrait des financements alloués aux missions locales risque d'augmenter la vulnérabilité des habitants et d'engendrer des difficultés sociales

Concernant la lettre adressée aux Lycées

Les Budgets alloués aux crédits éducatifs seront "fortement réduits : actions culturelles, déplacements, voyages.... L'annonce d'une augmentation de deux millions d'euros pour le fonctionnement était déjà prévue en raison de l'augmentation des tarifs gaz, électricité, denrées alimentaires

- o *Culture*

Rappeler aux élus l'impact économique des événements culturels sur les territoires. Pour un euro investi, entre 4 et 6 euros de retombées pour les hôtels, restaurants, commerces etc

- *D'un point de vue démocratique*

Le budget 2025 se construit sur la seule décision de la Présidente de Région. Nombre d'élu.es, y compris de la majorité, ont été surpris par les annonces. Ils s'interrogent ou font savoir leur mécontentement. Christelle Morançais est en train de cliver le paysage politique demandant un total soutien à sa majorité et refusant tout dialogue dans son propre espace politique. L'annulation des rencontres avec les maires dans 3 départements est d'abord un refus de dialogue.

Le refus de donner des chiffres à la commission 7, et au-delà à l'ensemble de la représentation politique est aussi un déni de démocratie puisque les structures et associations reçoivent par sms ou oralement les décisions qui ne sont pourtant pas encore votées. Preuve que les décisions sont déjà prises sans discussion en commission.

==> la 1ère revendication formulée par les élu.es d'opposition est une demande de report du vote.

- Deuxième revendication demander un audit des comptes de la Région

Des informations circulent sur le salaire de Mme Morançais (22% d'augmentation soit 6880 euros par mois et sur ces notes de frais, ses choix de dépenses. Informations à vérifier...

- *D'un point de vue juridique.*

La présidente de région s'appuie sur un argumentaire entre compétences obligatoires et compétences partagées.

D'une part, on peut s'interroger sur l'exercice des compétences obligatoires Jeunesse et Emploi quand les Missions locales perdent 3Millions d'euros.

D'autre part les compétences dites partagées sont présentées comme des compétences optionnelles. Hors le sens de la loi NOTRE est de rendre obligatoire le partage des compétences comme la culture, l'éducation populaire, le sport, le tourisme. Peut-on encore parler de compétence partagée si la Région se retire totalement de ladite compétence ?

o Rappel de la loi NOTRE "

"Article 103 : La responsabilité en matière culturelle est exercée conjointement par les collectivités locales et l'État... "

Le conseil régional a donc l'obligation de veiller à la continuité globale des politiques culturelles et leur mise en œuvre équilibrée au niveau du territoire.

o Rappel de la loi LCAP à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine :

La CTAP "peut débattre et rendre des avis sur tous les sujets relatifs à l'exercice de compétences et à la conduite de politiques publiques nécessitant une coordination ou une délégation de compétences entre les collectivités et leurs groupements.

Au moins une fois par an, le président du conseil régional inscrit à l'ordre du jour un débat sur la politique en faveur de la culture.

Ces dispositions ne sont pas mises en œuvre en Région PDLL.

o Enfin les schémas départementaux, notamment le SRADDET (Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires) délibéré et adopté en région donne des obligations en terme de soutien à l'emploi :

"la Région agit au quotidien à travers ses politiques publiques pour un aménagement équilibré du territoire pour soutenir le développement économique, l'emploi... et enfin valoriser le patrimoine, la culture et le sport. "

Pour récolter un maximum de renseignements, un espace public sous forme de compteur en ligne est proposé. Il avait été créé par le collectif Vent d'Asso en Région

Tableau des élu.es Du 72 au Conseil régional pour action militante, demande des contacts de tous les élus (en attente)

- Jérémy résume les points d'attaques :

Point 1 : retombée sur les territoires :

Utilisation d'un compteur pour calculer les impacts.

Point 2 : Construction démocratique / La démocratie n'est pas respectée (pas de consultations...) ex Planning familial : pour attaquer une décision elle doit être signée.

Point 3 : conséquence pt de vue juridique : Rappel Morançais dit que les domaines de compétences partagées sont optionnels, c'est faux.

La DRAC peut être saisie pour toutes les attaques à la création.

NB : Vérifions les infos qui circulent sur les frais de MME MORANÇAIS

- Florence Loison : Danseuse et chorégraphe :

Comment aller rencontrer davantage les citoyens et les élus (dans les permanences ? mettre en place une caravane ?)

Certain.e.s élu.e.s sont convaincus mais ne savent pas comment argumenter et défendre la lutte.

Comment apporter de l'argumentaire (concret) pour muscler les élu.e.s ?

L'intersyndical (SYNAVI) fait déjà du lien dans certains secteurs.

On a besoin des élu.e.s pour avoir des listes de contacts, présidents de club, Mission Locale ... (demande directe aux élus)

Kheireddin : la présidente de la Région est sortie de l'espace démocratique, à nous de la faire revenir dedans.

- Réponse d'un élu : on a peu de listes et nous ne devons pas partager certains contacts. Précision : les élus ne doivent pas prendre la parole dans le groupe relation avec les élus. (relisez de qui est cette réponse).
- Rachel : Quels avancements dans le groupe ?
- Rozenn : Elise Leboucher a écrit une lettre à MME DATI qu'elle nous a envoyée (pas de nouvelles pour le moment).
- Gilles : comment simplifier tout ce qu'on s'est dit ce soir ?

- ● Groupe actions et revendications :

Bertrand : Comédien : On voudrait un accord de principe : NE PAS AVOIR À VALIDER CHAQUE ACTION EN AG. (personne ne s'est opposé à ce principe dans l'assemblée)

Un blocage des gares a été évoqué mais refusé au sein du groupe.

- Idées principales à mettre en place :
 - Faire du bruit
 - perturber les institutions régionales
 - Bousculer le plus possible la Commission 7
 - Distribution de tracts / collage d'affiches
 - Aller aux manifestations
 - Aller aux manifestations avec une brigade de clowns/musicien.ne.s.
 - Ne pas cibler que la personne de MME MORANÇAIS.

Une proposition de visuels / affiches est consultable lors de cette AG : on vous invite à en récupérer plus tard.

Guillaume : photographe : Tous les syndicats se réunissent pour la manif des services publics (5 Décembre), y aller nombreux.

- ● Groupe convergences :

- Thégonnec Cie 7ème acte :

La lutte contre les Violences faites aux femmes c'est 12 mois sur 12. Rappel des domaines touchés par les coupes budgétaires. Morançais sépare les secteurs ! Mais, là où nous sommes (Plongeoair) et tous les lieux publics, c'est nous, c'est nos impôts. Il faut converger avec les services publics au maximum, faisons société commune. Comment converger plus avec les liens (internet) Convergences ?

- Vanessa Cie 7ème acte :

On se heurte à trouver comment diffuser, on se dit qu'il faut en parler à tout le monde MAIS, les outils de communication ne suffisent pas. Comment créer d'autres outils, lesquels ? (Pour plus de facilité pour trouver les infos et relayer). On est bloqué. Pour le moment 188 adresses mails dans la framaliste... Envoyez chaque info sur le frama. Des canaux de communication spécifiques sont encore à mettre en place.

- Lydie disquaire :

Telegram c'est un très bon outil et facile (Utilisable sans smartphone).

- Une personne de l'assemblée : les outils technologiques fonctionnent si on se connaît déjà / IL NOUS MANQUES DES RDV en physique, nous devons faire ensemble au-delà des réseaux numériques.

- Michel : Lorsque je fais un mail, je mets la note de MME Morançais dans mes mails sur mes réseaux à chaque publication.

Discussion et vote des revendications du groupe de lutte en Sarthe

Quelle(s) revendication(s) collective(s) ?

Les échanges ont été denses, parole libre, divers points de vues sont donnés sur les formulations,

A noter : nombreux échanges sur la question : cibler une personne (Mme Morançais) ce n'est pas forcément efficace / En même temps elle annonce des décisions seule dans son coin.

Propositions des revendications soumises au vote (aux personnes présentes lors de l'AG) :

- **Report du vote du 19/12/2024 pour permettre une concertation avec l'ensemble des acteurs concernés** - VOTÉE ET VALIDÉE

 - **Demande d'un audit sur la gestion** - VOTÉE ET VALIDÉE

(les élus de l'opposition peuvent le faire par divers moyens et souhaitent le faire, on les rejoint sur cette revendication)

 - **Demande d'annulation du projet de coupes budgétaires** - VOTÉE ET VALIDÉE

 - Démission de Mme Morançais - proposition REJETÉE
-

Discussion et vote du nom de groupe de lutte en Sarthe

Propositions discutées et soumises au vote

- Mobilisons-nous 72 - 28 voix
- Convergences 72 - 66 voix
- Convergences luttes 72 - 30 voix
- Cultures en lutte - 10 voix

A ÉTÉ VOTÉ ET VALIDÉ POUR NOM DE NOTRE GROUPE DE LUTTE :

Convergences 72

Organisation du 5 décembre

Présentée par Tiphaine, Guillaume et Julien (divers syndicats)

MOBILISATION
Intersyndical complète
5 DÉCEMBRE
RDV 13H30 PLACE DU JET
D'EAU AU MANS

TEMPS DE PRISE DE PAROLES SERA ACCORDÉ AU GROUPE CONVERGENCES 72

ON VOUS INVITE AUSSI À SUIVRE LES FUTURES MOBILISATIONS (SNCF, dans le privé, etc...)

PROCHAINE AG

LE VENDREDI 6 DÉCEMBRE à 19H00

LE LIEU VOUS SERA COMMUNIQUÉ AU PLUS VITE

**VENEZ NOMBREUSES.EUX ET INVITEZ
VOS CONNAISSANCES QUI SOUHAITENT
REJOINDRE LA LUTTE**
